



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**MARCHE N° 25-M-S3V-044**

---

### **Accord-cadre de prestations intellectuelles**

**Missions de commissariat aux comptes relatives aux  
exercices comptables 2026-2031 pour les besoins de la  
CCIAMP, la CCIR PACA, la CCI des Hautes Alpes et la CCI des  
Alpes de Haute Provence**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Lundi 23 mars 2026 à 10:00**

**Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence**

Palais de la Bourse

9 La Canebière

CS21856

13221 MARSEILLE CEDEX 1

## SOMMAIRE

|                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation .....                             | 3  |
| 1.1 - Objet.....                                                          | 3  |
| 1.2 - Mode de passation .....                                             | 3  |
| 1.3 - Type et forme de contrat.....                                       | 3  |
| 1.4 - Décomposition de la consultation et découpage des prestations ..... | 3  |
| 1.5 – Durée de l'accord-cadre .....                                       | 3  |
| 1.6 - Nomenclature .....                                                  | 3  |
| 2 - Conditions de la consultation .....                                   | 4  |
| 2.1 - Délai de validité des offres.....                                   | 4  |
| 2.2 - Forme juridique du groupement .....                                 | 4  |
| 2.3 - Variantes .....                                                     | 4  |
| 2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....                         | 4  |
| 3 - Conditions relatives au contrat.....                                  | 4  |
| 3.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....          | 4  |
| 4 - Contenu du dossier de consultation .....                              | 4  |
| 5 - Présentation des candidatures et des offres .....                     | 5  |
| 5.1 - Documents à produire .....                                          | 5  |
| 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....                        | 7  |
| 6.1 - Transmission électronique.....                                      | 7  |
| 6.2 - Transmission sous support papier .....                              | 8  |
| 7 - Examen des candidatures et des offres .....                           | 8  |
| 7.1 - Sélection des candidatures .....                                    | 8  |
| 7.2 - Attribution des marchés .....                                       | 8  |
| 7.3 Classement des soumissionnaires selon leur offre .....                | 10 |
| 7.4 - Suite à donner à la consultation .....                              | 10 |
| 8 - Renseignements complémentaires .....                                  | 11 |
| 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....                  | 11 |
| 8.2 - Procédures de recours .....                                         | 11 |

# **1 - Objet et étendue de la consultation**

## **1.1 - Objet**

Les stipulations du présent document concernent les prestations de Missions de commissariat aux comptes relatives aux exercices comptables 2026-2031 pour la CCIR de région PACA et 3 de ses CCI territoriales.

Lieu(x) d'exécution : Région PACA.

## **1.2 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## **1.3 - Type et forme de contrat**

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire pour les lots 1,3 et 4 et multi attributaire pour le lot 2 sans remise en concurrence, passé par un pouvoir adjudicateur avec un seuil maximum à bons de commande, en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre comprend une partie forfaitaire et une partie à bon de commande passée avec un montant maximum annuel propre à chaque membre du groupement et précisée au sein de l'article 1.4 du présent règlement de consultation.

## **1.4 - Décomposition de la consultation et découpage des prestations**

Le présent accord-cadre est alloti en 4 lots :

Lot 1 : Mission de commissariat aux comptes pour les besoins de la CCIAMP - exercices comptables 2026 à 2031  
Montant maximum annuel pour la partie à bon de commande : 5 000 € HT

Lot 2 : Mission de commissariat aux comptes pour les besoins de la CCIR PACA  
exercices comptables 2026 à 2031  
Montant maximum annuel pour la partie à bon de commande : 5 000 € HT pour l'ensemble du lot, soit 2 500 € HT par titulaires retenus.

Lot 3 : Mission de commissariat aux comptes pour les besoins de la CCI Hautes-Alpes exercices comptables 2026 à 2031  
Montant maximum annuel pour la partie à bon de commande : 2 000 € HT

Lot 4 : Mission de commissariat aux comptes pour les besoins de la CCI des Alpes de Hautes Provence exercices comptables 2026 à 2031  
Montant maximum annuel pour la partie à bon de commande : 2 000 € HT

Les prestations sont établies sur la base d'un prix global et forfaitaire annuel pour la mission légale de commissaire aux comptes (Cf. DPGF) et sur la base de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées pour les prestations complémentaires (des diligences directement liées (DDL), supports, études et missions diverses) (Cf. BPU).

## **1.5 – Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 6 ans à compter de sa notification et correspond à la certification des comptes des 6 exercices comptables de 2026 à 2031.

## **1.6 - Nomenclature**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description                                           |
|----------------|-------------------------------------------------------|
| 792000000      | Services de comptabilité, d'audit et services fiscaux |
| 79212300       | Services de contrôle légal des comptes                |

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Si le candidat se présente en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) commun à tous les lots
- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et ses éventuelles annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot
- Bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot et ses éventuelles annexes
- Le Cadre de réponse technique (CRT) propre à chaque lot
- Formulaire de Lettre de candidature (DC1)
- Formulaire de Déclaration du candidat (DC2)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

#### **Pièces de la candidature :**

Les pièces telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Signature |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Lettre de candidature (DC1) à jour entièrement complété                                                                                                                                                                                                                                                           | Oui       |
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner                                                                                                                                                                                               | Non       |
| Attestation sur l'honneur pour justifier que votre société n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail | Non       |
| Justification de la raison sociale et forme juridique (Kbis, INSEE, etc.)                                                                                                                                                                                                                                         | Non       |
| Tout document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise                                                                                                                                                                                                                                  | Non       |
| Attestation d'inscription à l'Ordre des Experts comptables                                                                                                                                                                                                                                                        | Non       |

Renseignements concernant les capacités techniques et financières :

| Libellés                                                                                                                                                                                                                                   | Niveau                                                                                                                                                                             | Signature |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années                                                                                          |                                                                                                                                                                                    | Non       |
| Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat |                                                                                                                                                                                    | Non       |
| Les documents et renseignements demandés aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :           | L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce                                                                              | Non       |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire DC2), | Non       |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché ;                                                                  | Non       |

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Pièces de l'offre** à produire et compléter impérativement :

**L'absence de l'une des pièces ci-dessous énumérées entraînera l'irrégularité de l'offre.**

| Libellés                                           | Signature |
|----------------------------------------------------|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes            | Oui       |
| Le bordereau des prix unitaires (BPU)              | Non       |
| La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) | Non       |
| Le Cadre de Réponse Technique (CRT)                | Non       |

**Signature des pièces de l'offre :**

**Il est préconisé par l'acheteur que les pièces de l'offre (Acte d'Engagement, DPGF et BPU) soient signées dès la remise du pli, par le représentant légal du soumissionnaire ou tout représentant dûment désigné par lui.**

**Toutefois, la signature des pièces de l'offre n'est requise qu'au stade de l'attribution.**

**Par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et de soumissionner en réponse à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché :**

Acte d'Engagement, DPGF et ses annexes, BPU ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 5.2 - Date limite de dépôt des offres

La réponse doit être communiquée sur la plateforme la PLACE

**La date limite est fixée au : 23/03/2026 à 10h00**

Toute proposition transmise hors délais sera rejetée.

La validité de votre offre est fixée à 120 jours à réception de votre offre.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2944967&orgAcronyme=I2m>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille Provence (CCIAMP)

Service Marchés

Palais de la Bourse

9 La Canebière

CS21856

13221 MARSEILLE CEDEX 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 7 - Examen des candidatures et des offres

## 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères                                                                                                                                                                                                                                                     | Pondération |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| C1-Prix des prestations                                                                                                                                                                                                                                      | 55 %        |
| <ul style="list-style-type: none"><li>- SC1 : Jugement sur la base du bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) (70 %)</li><li>- SC2 : Jugement sur la base de la somme des prix du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) (30 %)</li></ul> |             |
| C2-Aspects qualitatifs                                                                                                                                                                                                                                       | 45 %        |
| <ul style="list-style-type: none"><li>- SC3 – Appréciation de la démarche méthodologique et des supports de communications (45 %)</li></ul>                                                                                                                  |             |
| <ul style="list-style-type: none"><li>- SC4 – Appréciation de la composition et la qualification de l'équipe dédiée à la mission (40 %)</li></ul>                                                                                                            |             |
| <ul style="list-style-type: none"><li>- SC5 Appréciation des actions sociétales et environnementales proposées dans le cadre du présent marché (15%)</li></ul>                                                                                               |             |

### NOTATION DES OFFRES



Le classement des offres recevables et le choix des attributaires seront fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessus.

Les offres financières seront appréciées exclusivement sur la base du montant indiquée dans la DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire) du soumissionnaire.

Les aspects qualitatifs de l'offre seront appréciés exclusivement sur la base des réponses apportées par le soumissionnaire dans son mémoire technique **unique et contractuel** et ses éventuelles annexes.

Le système de notation adopté est le suivant :

#### **Pour le critère C1 « Prix des prestations » (55 %) noté sur 4**

Afin de tenir compte de la pondération des sous-critères, la note N(C1) sera appréciée de la manière suivante :

- SC1 : Jugement sur la base du montant total de la DPGF (70%), obtenu à partir de la formule suivante :

$$N(SC1) = 2 * [4 - (2 * OFF / MD)]$$

dans laquelle :

MD = montant de l'offre moins disante jugée recevable  
OFF = montant de l'offre notée

- SC2 : Jugement sur le montant total du BPU (30%), obtenu à partir de la formule suivante :

$$N(SC1) = 2 * [4 - (2 * OFF / MD)]$$

dans laquelle :

MD = montant de l'offre moins disante jugée recevable  
OFF = montant de l'offre notée

La note du N(C1) sera donc appréciée sur 4 points de la manière suivante :

$$N(C1) = 0,7 * N(SC1) + 0,3 * N(SC2)$$

puis repondérée sur 55 points avec de respecter les critères de pondération en appliquant un coefficient multiplicateur de 13,75.

#### **Pour le critère C2 « Aspects qualitatifs » (45 %) noté sur 4 sur la base du cadre de réponse technique**

Pour tenir compte de la pondération des sous-critères, la note N(C2) sera appréciée de la manière suivante :

**N(C2) = 0,45\*N(SC3) + 0,4\*N(SC4) + 0,15\*N(SC5) puis sera repondérée sur 45 points afin de respecter les critères de pondération en application un coefficient multiplicateur de 11,25.**

avec :

N(SC3) = note du sous-critère « Appréciation de la démarche méthodologique et des supports de communications de l'organisation »

N(SC4) = note du sous-critère « Appréciation de la composition et la qualification de l'équipe dédiée à la mission »

N(SC5) = note du sous-critère « Appréciation des actions sociétales et environnementales proposées dans le cadre du présent marché »

Pour chaque critère, le candidat obtiendra une note sur 4 en application du tableau suivant :

| Appréciation        | Note |
|---------------------|------|
| Très satisfaisante  | 4    |
| Satisfaisante       | 3    |
| Peu satisfaisante   | 2    |
| Insuffisante        | 1    |
| Aucun renseignement | 0    |

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) étaient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudrait et le montant du détail quantitatif estimatif serait rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour tenir compte de la pondération des critères, **la note finale sur 100 N(F)** sera obtenue de la manière suivante :

|                        |
|------------------------|
| $N(F) = N(C1) + N(C2)$ |
|------------------------|

Conformément aux dispositions des articles R.2161-5 et suivants du Code de la commande publique il est possible pour le pouvoir adjudicateur de demander de préciser la teneur de leur offre.

### 7.3 Classement des soumissionnaires selon leur offre

Pour les lots 1, 3 et 4, le soumissionnaire qui aura obtenu la note N(F) la plus élevée sera classé en 1<sup>ère</sup> position et ainsi de suite. Dans le cas où plusieurs soumissionnaires sont classés ex-aequo, la préséance est attribuée au soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée au critère « prix » (Note C1).

Pour le lot 2, les soumissionnaires qui auront obtenu la note N(F) la plus élevée seront classés en 1<sup>ère</sup> position et 2<sup>ème</sup> position et ainsi de suite. Dans le cas où plusieurs soumissionnaires sont classés ex-aequo, la préséance est attribuée au soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée au critère « prix » (Note C1).

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 7.4 - Suite à donner à la consultation

#### VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI

Le soumissionnaire pressenti pour être titulaire devra produire la preuve qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés par le Code de la commande publique en produisant les documents justificatifs suivants :

#### Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents :

- Attestation de régularité fiscale
- Attestation de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois
- Attestation de déclaration annuelle obligatoire Agéfiph-DOETH (pour toute entreprise employant au moins 20 salariés)

Déclaration sur l'honneur de non-emploi de travailleurs étrangers datant de moins de 6 mois:

OU

Liste nominative des travailleurs salariés étrangers soumis à autorisation de travail datant de moins de 6 mois (articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail), précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le soumissionnaire pressenti pour être titulaire produise les certificats et attestations complémentaires exigés avant la signature du contrat. Le délai imparti pour remettre ces certificats et attestations ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.

**Attestations en ligne :** L'acheteur public met à la disposition du soumissionnaire, gratuitement, l'accès à la plate-forme en ligne Aprovall (Anciennement **e-attestations**) : le soumissionnaire pressenti pour être titulaire devra déposer ses certificats et attestations sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/>

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2944967&orgAcronyme=l2m>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

### **8.2 - Procédures de recours**

#### **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif Marseille  
31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille  
Renseignements :  
Téléphone greffe : 04.91.13.48.13. – Fax : 04.91.81.13.87

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique "Télérécours citoyen" accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Introduction des recours :**

##### **Précisions concernant les délais d'introduction des recours :**

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique. A partir de la signature du marché ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L.551-13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la Juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L.551-1 dès lors que l'acheteur a respecté la suspension prévue à l'article L.551-4 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

- Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation.

- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté. Pour le concurrent évincé le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative)

- Un référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (application de l'article L.521-1 du Code de justice administrative).

- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles.

Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, « Département de Tarn-et-Garonne », n° 358994).

#### Médiation :

- Mission de conciliation : Le tribunal administratif Marseille peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L.211-4 du Code de Justice de Administrative. Tél : 04 91 13 48 13

- Pour les différends liés exclusivement à l'exécution du marché : Comité consultatif interrégional de règlement amiable conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique : Préfecture de région, Bd Paul Peytral,13282 Marseille Cedex 20, Tél : 0484354000. Adresse Internet : <http://www.paca.pref.gouv.fr>